

Bush réélu : quel deuxième mandat ?

Le président entreprend un virage à 180 degrés : il tend la main à l'Union européenne, réclame à Israël la contiguïté du territoire palestinien, mais reste sceptique sur l'Iran et la Chine.

Darío Valcárcel

La réélection de George W. Bush le 4 novembre 2004, servait de prétexte à John Brademas, président émérite de la New York University, à l'occasion d'un voyage à Madrid, pour réaffirmer sa position : « Bush a été réélu : eh bien moi, en qualité de citoyen américain et membre de la plus grande université du pays, je dois dire que Bush est un président arrogant, ignorant, autoritaire et dangereux ». Tel est le ton de nombre d'opposants. De ce côté de l'Atlantique, d'autres pensent à la particularité d'une partie de l'électorat américain. Il a été dit que Bush a gagné grâce à une poignée de quelques milliers de votes en Ohio : s'ils avaient changé de signe, John Kerry aurait été élu président... Le contraire de l'élection de l'an 2000, avec un pourcentage de vote populaire inférieur à son adversaire. Cela aurait été curieux.

Mais laissons là les présomptions : en définitive, Bush s'est imposé, pour entreprendre trois mois plus tard son premier voyage officiel. Où ? Dans la vieille Europe. Après tant d'insolences et de gestes d'hostilité, il se trouve que l'Europe existe. Non, pas l'Europe. L'Union européenne (UE), comme l'a nommée – rien que cela – le président. Certes, il est remarquable qu'un leader avec de telles caractéristiques puisse être réélu s'il s'appuie sur un électorat qui a toujours la chair de poule en pensant au 11 septembre 2001. Ajoutons une frange, peut-être réduite, mais importante en termes européens : le vote religieux, ou mieux, pseudo-religieux (à moins que l'on entende par religion un étrange conglomérat de superstitions, de craintes apocalyptiques, de vraies valeurs, de téléprédicateurs d'extrême droite à tant la minute, d'incapacité du citoyen moyen à la critique, de hauts niveaux d'inculture...).

Mais deux faits surgissent : Bush est aux commandes et ne semble pas disposé à renoncer à cet entrelacement d'intérêts et de dogmes néo-conservateurs. En second lieu, au fond de lui-même, quelque chose lui dit qu'il s'est trompé sur plusieurs fronts. Que sa politique extérieure va mal. Que sa politique intérieure ne progresse pas non plus. Que ses rêves sur la privatisation de la sécurité sociale seront – non pas à la longue, mais à moyen et court terme – irréalisables. C'est ce qui

transparaît dans le comportement de la nouvelle administration. Les hommes sensés et expérimentés, comme Colin Powell ou Paul O'Neill, ont quitté ses rangs.

La divergence apparaît entre les deux modèles de société. Ainsi l'explique Tony Judt dans *New York Review of Books* (10 février 2005). L'Amérique de Bush, fondée sur la richesse et l'abondance – des modèles qui tentent de se subroger à la « recherche du bonheur » prêchée par la Constitution – est pour les européens peu supportable, aussi bien dans un plan esthétique que dans une dimension écologique. Les hauts cadres américains gagnent aujourd'hui 475 fois plus qu'un travailleur moyen dans une usine, à part les primes (la différence était, dans les années quatre-vingt, de 40 contre un). Au Royaume-Uni, l'écart est de 24 contre un ; en France, de 15 contre un ; et en Suède, de 13 contre un. Aux USA, une minorité jouit de la meilleure médecine du monde, mais 45 millions d'américains n'ont pas de sécurité sociale (les USA sont le seul pays développé sans couverture médicale universelle). D'après l'Organisation mondiale de la santé, les USA sont le numéro un du monde en dépenses sanitaires, mais le 37e en qualité de service. Aux USA, 1 % de la population contrôle 38 % de la richesse produite : Bush favorise la couche des propriétaires, alors que 20 % de la population vit dans la pauvreté. Les européens, pense Jeremy Rifkin « sont parvenus à se situer à la pointe du changement qui transforme aujourd'hui le monde... Il ne s'agit pas d'avoir de meilleures routes, de meilleurs trains, des hôpitaux et un enseignement universels. Il s'agit de deviner les possibles changements et de forcer certains d'entre eux ».

Prudence et justice

Mais la réélection de Bush a des conséquences immédiates. Le pouvoir peut s'exercer sans prudence politique. Bien que dans ce cas, la réalité passe immédiatement la facture. La Prudence, nous l'avons répété, n'a rien à voir avec l'immobilité, la pusillanimité. La Prudence, avec la Justice, la Force et la Tempérance, sont les quatre vertus cardinales, les quatre vertus romaines, républicaines, antérieures au Christ : la pru-

dence est le discernement, qui permet de distinguer entre ce que nous devons suivre et ce que nous devons fuir comme la peste. La Prudence, c'est le bon sens et la raison.

Peut-être Bush s'est-il lancé dans la confrontation erronée, peut-être a-t-il épuisé sa capacité belliqueuse dans la mauvaise guerre. Personne ne s'est opposé à l'invasion de l'Afghanistan, un Etat oppresseur d'un point de vue policier, mais inexistant dans le reste. Tous, exception faite des plus endettés avec l'Amérique (Royaume-Uni) ou des plus partisans de l'opportunisme (Salvador, Bulgarie) ont maintenu une distance manifeste dans l'aventure iraquienne, envers la Maison Blanche de George W. Bush. Mais les pouvoirs européens, l'Allemagne ou la France, ont refusé de collaborer dans cette action militaire injuste. Par conséquent, aujourd'hui Bush se retrouve prisonnier en Iraq, où il n'existait aucune arme de destruction massive et où il n'y avait aucune relation entre Saddam Hussein et Al Qaeda. Les deux grands partis, vainqueurs des élections du 30 janvier 2005 – chiïtes et kurdes – incluent dans leur programme le retrait immédiat des envahisseurs. Aujourd'hui, Bush se sent peu légitimé pour se lancer dans une autre aventure en Iran. Même s'il ajoute cette fadaïse : « Dire que nous allons envahir les iraniens est ridicule... mais toutes les possibilités restent ouvertes ». L'Iran possède sans doute la bombe nucléaire. Un miracle permettrait peut-être à ses trois interlocuteurs, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni de convaincre le régime de Téhéran pour qu'il renonce à l'armement atomique. Peut-on imaginer les USA, à nouveau seuls, envahissant l'Iran ?

On parle du premier ministre britannique, Tony Blair. Son geste, son visage semblent dire : la guerre d'Iraq est une erreur, mais nous autres, petits-fils de Churchill, y participerons au nom de 1917, de Pershing, de la loi du prêt-bail, de la Normandie, d'Eisenhower, de 1945... Dans les Açores, Bush tentait de passer l'arme du crime. J'ai besoin que tu en finisses avec elle, semblait-il proposer à l'un de ses interlocuteurs. Mais celle-ci ne s'est pas laissée faire. Elle était farouche. Quelques mois plus tard, le panorama change. Aujourd'hui, Bush lui demande sa collaboration. Et celle-ci s'engage à former 770 juges, procureurs, fonctionnaires du registre et des prisons en Iraq. Bien fait.

Ne revenons pas sur le passé. En Grande-Bretagne, Pershing et Eisenhower pèsent lourd. En Espagne, le cuirassier *Maine*, le souvenir de l'escadre espagnole coulée à Santiago de Cuba, celui de la *splendid little war*, le traité de Paris, que nous avons dû boire à satiété, le soutien à Franco depuis 1953... D'aucuns misaient non plus sur Bush – ce qui, nous insistons, était légitime – mais sur la réalisation du sale travail, et – avec de bien minces connaissances sur



Le président George W. Bush en compagnie du chancelier allemand Gerhard Schröder, pendant sa visite en Allemagne, dans une étape de sa tournée européenne. 23 février 2005. / AP RADIALPRESS

la crue et dure réalité – sur la mort annoncée de l'UE, dont le siège serait visité un peu plus d'un an après par George W. Bush lui-même, réélu aux USA, cherchant l'appui européen. Poussée par la réalité péremptoire, peut-être trouverons-nous dans Condoleezza Rice une bonne secrétaire d'Etat.

Force et tempérance

Bush n'est pas grand lecteur. Son travail consiste à lire des rapports et non pas des livres. Mais les bons présidents sont généralement des gens qui, durant 20 ou 30 ans, se sont préparés, en partie avec ces étranges objets que sont les livres. Quand finalement un ouvrage imprimé tombe entre les mains de Bush, sa joie est débordante : je suis en train de lire Natan Sharansky, il faut lire Natan Sharansky ! Pour reprendre les termes du rapport de Münzenberg au Komintern : Bush est un opérateur et non un théoricien. Le problème est que l'opérateur doit suivre une direction de façon tenace, avec entêtement. Bush a changé plusieurs fois de direction. Sa faiblesse n'est pas la persistance, comme d'aucuns l'affirment, mais sa tendance au zigzag.

Certes, Bush peut être un mauvais président, mais c'est le président des USA. Sa capacité de décision est supérieure à celle de ses alliés. Il se trouve que si la capacité de décision des USA était de 10 sous les présidences de Ronald Reagan, de George H. W. Bush ou de Bill Clinton, – si

l'on veut bien me pardonner cette manière simpliste de l'exprimer – George W. Bush remettra à son successeur une capacité de décision réduite à six. Ce qui est grave.

Il y a un autre point, apparemment anecdotique, mais de grande importance. Une partie des régimes du monde avaient renoncé à la torture institutionnalisée : nous ne parlons pas de la torture présente d'une façon ou d'une autre dans les commissariats et les prisons algériennes, tunisiennes, libyennes, égyptiennes, israéliennes, syriennes, turques... Il existe également des cas isolés dans des commissariats grecs, italiens, autrichiens, allemands... Nous ne parlons pas de la torture mais de l'institutionnalisation – revendication – officialisation de la torture, mise en œuvre sous Bush, John Ashcroft (aujourd'hui disparu) et Al Gonzales, le nouveau Procureur Général.

Il est vrai que Blair proteste : la sécurité est au-dessus des libertés. En ce sens, il ne fait que suivre la grande majorité des électeurs. Mais il y a des moments où celui qui gouverne est justement au pouvoir pour faire tout le contraire de ce que demande la majorité. Si Blair tombe dans une telle simplification, on pourrait lui rétorquer immédiatement : un moment s'il vous plaît, vous n'avez pas compris. Si les citoyens participent aux élections, l'une après l'autre depuis 200 ans, c'est précisément pour que les hommes politiques évitent de résoudre le théorème à coups de couteau. De quoi s'agit-il ? D'assurer *à la fois* la sécurité et la liberté. D'assurer *à la fois* la prospérité et un minimum d'égalité. D'assurer *à la fois* la production et la redistribution. Ce sont des approches qui existent au moins depuis la Renaissance, voire même étaient-elles déjà défendues à Athènes sous le siècle de Périclès : « Athènes se fonde sur l'égalité, la liberté et le respect de la loi et de la justice ».

Foi et espoir

Pourquoi ce désir de tuer – difficile – puis ce retour à la considération, certes modérée mais visible, de l'UE ? Pour deux raisons. La rivalité de demain, incertaine, hypothétique, va à l'encontre des intérêts que pourraient former l'Inde et la Chine : la première, la démocratie la plus peuplée au monde. La seconde, un énorme pouvoir démographique, économique, exempte de toute règle en matière de politique, commerce, finances ou travail. Mais tout ceci est hypothétique, conjectural. La seule réalité palpable – très distante, mais palpable – c'est l'UE : un pouvoir commercial semblable à celui des USA ; un pouvoir financier plus solide que celui des USA ; un pouvoir juridique qui, en temps de paix – où le Droit s'impose – est comparable à celui des USA. L'UE n'est encore qu'un pouvoir futur : ses institutions sont encore récentes, mais elles progressent. Ses forces armées sont encore symboliques. Mais elles commencent à exister.

L'UE parle et vante le succès de l'Airbus. Mais il y a beaucoup plus. La Chine vient de déclarer son intérêt pour Galileo. Novartis devient la première compagnie de médicaments génériques (bien que suisse, son capital est surtout allemand). L'ITER se bat pour implanter son site en

France, avec tout ce que cela signifie, depuis le futur moteur qui remplacera celui à explosion, jusqu'aux centrales électriques qui pourront remplacer les centrales thermiques et nucléaires. Nokia est la première compagnie globale, bien que son siège soit en Finlande, un pays de six millions d'habitants, membre de l'UE. En définitive, on a quelquefois tendance à oublier que depuis le siècle dernier, les Etats ont perdu du poids au profit des entreprises. D'un point de vue politique, les Etats sont certes très importants. Or, dans ce panorama de mondialisation, ce ne sont pas seulement les Etats qui décident, mais les sociétés. Dans le premier sens du terme, la société en tant que telle, mais aussi au sens du droit commercial. Le téléphone portable est né un beau matin dans un garage californien, alors qu'Internet provient du Pentagone. Mais tous deux ont échappé à la filiation américaine, pour devenir des phénomènes mondiaux, globaux. Si elle dépendait de la Chine, la mondialisation se ferait avec bien peu de règles. Mais les USA, l'UE, le Japon, le Canada, l'Australie, exigent des règles... Les mêmes que Bush et Al Gonzales viennent de transgresser à Guantánamo et à Abou Ghraïb.

Dans le monde qui tente de se frayer un chemin, l'Union européenne, avec ses indécisions et ses difficultés, est parvenue à se faire reconnaître comme défenseuse du Droit. Pour le résumer de manière excessive, cela signifie le respect de la loi – la même pour tous – et le respect des procédures. En d'autres termes : la civilisation et le droit sont indissociables. Ces slogans s'avèrent particulièrement utiles à une époque où, mis à part des minorités réduites et d'influence improbable, la pensée et l'analyse brillent par leur absence. Dans la rue, prédomine l'opinion d'une minorité d'hommes, de plus de 50 ans et extrémistes. Mais si l'on tente d'approfondir et de faire valoir notre capacité à penser et à analyser, des conclusions importantes peuvent être dégagées. Par exemple : les USA ne peuvent pas décider tout seul. Les européens constituent un appui indispensable. Deuxième exemple : les Nations unies, certes imparfaites, sont une institution nécessaire pour défendre la paix. Troisième : les chinois deviendront peut-être un danger, mais George W. Bush ne sera plus là pour le voir (à moins qu'il ne soit centenaire). Quatrième exemple : les russes ont emprunté la voie de la démocratie il y a 20 ans, grâce à Mikhaïl Gorbatchev et la *perestroïka*, vite abandonnée. Cinquième exemple : après son voyage, les messages de Bush valent ce qu'ils valent.

Mais il y a une grande nouveauté, une importante nouvelle : un groupe de forces dirigées par les USA et l'UE va superviser la sécurité sur les territoires palestiniens. Il s'agit là d'une véritable perspective et pas seulement un discours : nous sommes face à une réalité, un engagement avec des dates. Le président Bush ne souhaitait pas une telle internationalisation du conflit israélo-palestinien. En fin de compte, il a dû se plier à sa propre politique. Le résultat est une grande victoire pour l'actuel président des USA, pour Tony Blair, pour l'Union européenne et – surtout – pour les palestiniens et les israéliens, qui vivent un enfer depuis 57 ans. ■